

Réaction au projet centre-gauche de plateforme électorale 2022 de Québec solidaire

Il faut des engagements transitoires concrets et sans ambiguïtés

Vers une société écoféministe de prendre soin des gens et de la terre-mère

Lors de la dernière campagne électorale 2018, la plateforme électorale avait été reléguée à la queue du site web du parti au profit de la popularisation de quelques points saillants. Cette plateforme avait été construite par la démocratie militante essentiellement sous direction et rédaction militantes. (On ne soulignera jamais assez le travail assidu et rigoureux de la militante Christine Dumas que le cancer a ravi au parti.) Ce qui impliquait des tensions et un certain chaos lesquels ont servi de prétextes pour bureaucratiser le processus. La Commission politique (CP), statutairement responsable de la rédaction de la plateforme a été réduite à réagir à la marge. La direction du parti, dominée par l'aile parlementaire, a pris en mains le cadre de la plateforme (les 20 priorités) qu'elle a fait estampillé par la CP puis par le Conseil national (CN).

Depuis qu'elle a réussi à profiter des erreurs de critiques mal ciblées du Collectif antiraciste et décolonisation (CAD), lieu politique en pointe de la dissidence interne dans le parti, pour politiquement l'éliminer, l'aile parlementaire sent qu'elle a le vent dans les voiles. Elle a ignoré sans coup férir la proposition de campagne politique de la Commission politique votée au Conseil national de septembre 2020. Le groupe *Solidaires pour une démocratie interne*, évincé du comité statutaire sur la démocratie participative, est sur la glace. Le principal site Facebook de débat interne au sein du parti, Réflexions stratégiques solidaires (RSS), n'est plus que l'ombre de lui-même. Et l'on n'entend plus parler du Réseau militant écologiste (RMÉ). Et c'est maintenant l'appareil du parti qui a pris l'initiative de la rédaction de la plateforme.

Le projet de plateforme 2022 soumet l'enjeu climatique au Plan vert électrique de la CAQ

Le projet de plateforme est une démission face à la lutte climatique, certainement la lutte centrale du XXI^e siècle. Les engagements sur le sujet se résument à l'interdiction de l'exploitation des hydrocarbures, de tout nouveau pipeline et au retrait des investissements de la Caisse de dépôt et de placement dans les hydrocarbures; l'inacceptable cible de réduction de GES (voir ci-bas), la protection de 30 % de la diversité écologique du territoire québécois d'ici 2030, sans toutefois spécifier s'il y aura un équilibre nord-sud, la construction de 10 000 logis sociaux écoénergétiques l'an et la réduction de 50% de la tarification du transport en commun. N'eut été des deux derniers engagements, il aurait été à peine possible de qualifier le volet climatique du projet de plateforme 2022 de centre-gauche.

1. La cible de réduction des GES de 45% d'ici 2030 par rapport à 1990 est inférieure à celle de l'Union européenne (55%), du Royaume-Uni (68%) et pratiquement équivalente à celle des ÉU (43% par rapport à 1990 — 50% par rapport à 2005). C'est bien sûr mieux que le Canada abonné au pétrole bitumineux et au gaz de schiste qui se contente d'une baisse de 32% par rapport à 1990 (45% par rapport à 2005). Notons toutefois que « *la nouvelle cible canadienne a été jugée insuffisante par différents groupes environnementaux, qui ont rappelé les conclusions d'un rapport publié mercredi affirmant que le Canada serait « capable » de réduire ses émissions*

de 60 % par rapport à leur niveau de 2005 d'ici 2030. ». (Jean-Thomas Léveillé, [Ottawa et Washington augmentent leurs cibles de réduction](#), La Presse, 22/04/21)

Rappelons que la cible officielle de 45% du GIEC par rapport à 2005 est établie sur la base d'une moyenne mondiale des scénarios prévus qui ne tient pas compte de la responsabilité historique des anciens pays industrialisés ni non plus des points de bascule (fonte des glaciers, pergélisol, disparition des forêts tropicales...). Cette moyenne suppose une importante augmentation du nucléaire et le recours à des technologies d'apprentis-sorciers de captage-enfouissement des GES et de forestation gargantuesque aux dépens des peuples autochtones et des paysans. Rappelons aussi que le congrès Solidaire de 2016 avait fixé une cible de 67% que le CN du printemps 2018 a réduit à 45% pour motif d'urgence par conformité au plan de réduction de GES imposé par en haut sans discussion à la base. Ce plan étant disparu, le prétexte de l'urgence disparaît et on en revient à la décision du congrès que seul pourrait changer le prochain congrès si les procédures de modification du programme étaient respectées.

2. Pour le transport en commun il n'est plus question de nationalisation du transport interurbain. La perspective de la gratuité du transport collectif sur dix ans disparaît. Heureusement reste la réduction de la tarification de 50 % sur le mandat et non plus sur un an comme c'était le cas en 2018. Faut-il se surprendre que tout ce qui est dit sur le transport en commun, noyau dur de la lutte contre les GES au Québec, se résume, hors la baisse de 50%, à la banalité « *le développement de services de transport en commun électrique dans toutes les grandes municipalités québécoises et entre les municipalités sera une priorité* » ce que même la CAQ pourrait reprendre à son compte avec son soutien enthousiaste du train aérien (REM) du Grand Montréal et son accord avec le tramway de Québec.

3. La mise à niveau écoénergétique de tous les bâtiments climatisés à l'énergie fossile ne concerne plus que la portion résiduelle du mazout de certains logements populaires — au frais de qui ? — et non le gaz naturel très utilisé dans les commerces sur lesquels on ne veut pas faire pression par une obligation de résultat. Est-ce une acceptation tacite du gaz naturel comme combustible de transition ?

4. On note aucune obligation de performance en termes de GES appliquée à l'entreprise privée que ce soit pour la climatisation, les procédés industriels ou leurs flottes de véhicules de transport des marchandises en particulier ceux légers pour lesquels on devrait les obliger à les électrifier d'ici 2030.

5. Le projet veut financer sa lutte climatique par l'écofiscalité mais demeure silencieux à propos du marché et de la taxe carbone qui sont pourtant les deux principaux moyens d'écofiscalité québécois et canadien. Quel tour de passe-passe pour ne pas avouer noir sur blanc que la plateforme se rallie à la stratégie de base de lutte climatique de la CAQ et des Libéraux fédéraux (et pour la CAQ au moyen principal de financement climatique car le produit du marché carbone n'est pas redistribué aux contribuables).

6. On déclare lancer « *un vaste chantier afin de doter le Québec d'un réseau public de chemins de fer électrifié* » mais sans spécifier si on nationalisera les réseaux privés entre autres du CN et du CP. Doublera-t-on en mode de compétition marchande les réseaux existants ou se contentera-t-on de d'un petit réseau complémentaire pour les dessertes non rentables ?

7. On déclare vouloir établir « *un vaste réseau de bornes de recharge dans l'optique d'une interdiction de la vente de tout véhicule à essence d'ici 2030* » mais sans oser mentionner la généreuse subvention provinciale-fédérale pour l'achat de véhicules électriques privés. C'est-à-dire qu'on appuie la mesure phare du Plan vert électrique de la CAQ sans compter que l'on ne remet pas en question tous les allongements et surtout tous les élargissements d'autoroutes du plan de relance de la CAQ qui sous prétexte de soutien au transport en commun sont avant tout des incitatifs à la croissance des autos solos électriques. Il est contradictoire de déclarer « *bloquer [...] l'étalement urbain et l'empiètement des villes sur les terres agricoles* » si d'autre part on la favorise par la prolifération de ces autos solos.

8. Il n'est pas question de nationaliser (et de démocratiser) quoi que ce soit même pas l'industrie éolienne tel que spécifié dans la plateforme 2018 et encore moins « *la production hydroélectrique des alumineries et des petits barrages privés* » ce à quoi maintenant le parti s'oppose en faveur de simples redevances. (Même la nationalisation de la distribution de l'internet passe à la trappe.) On est à mille lieux de la nationalisation des secteurs stratégiques du programme tels l'énergie (pétrole, gaz naturel), la foresterie, les mines et, *last but not least*, les finances et le transport.

9. On veut combattre l'obsolescence planifiée sur le dos du contribuable par la détaxation des services de réparation mais sans imposer aucune obligation de résultat aux entreprises tout en interdisant les produits à usage unique... si possible.

10. On dit que « *les terrains urbains laissés vacants seront soumis à un droit d'expropriation lié à la création d'espaces verts et nous protégerons adéquatement les boisés existants et les milieux humides.* » Non seulement aurait-on pu ajouter qu'on peut exproprier aussi pour le logement social mais sur le terrain réellement existant de la lutte sociale pour la conversion de la friche L'Assomption en parc nature dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve de Montréal, le parti ne réclame pas l'expropriation du projet de la plus grosse plateforme de transbordement en Amérique du Nord. Il se contente de demander au promoteur de produire un plan et une étude d'impact dans le cadre d'un BAPE et au gouvernement de la CAQ de participer à la consultation de la Ville de Montréal laquelle est devenue une absurdité, pour ne pas dire une farce, depuis la capitulation du « progressiste » Projet-Montréal au promoteur.

11. Il est dit que « *Québec solidaire s'engage à bonifier les programmes de soutien à une agriculture biologique et écologique de proximité* » sans spécifier aucune cible ni échéance ni politique particulière sauf une banale « *politique d'achat alimentaire local dans le secteur public [...et] un programme d'accompagnement des agriculteurs afin de les aider à réduire leur utilisation des pesticides* » sans cible ni échéance. Qu'en est-il du fait que 80% des terres agricoles soutiennent l'antiécologique consommation carnivore dont celle du porc pour l'exportation, de l'endettement des exploitations agricoles dû entre autres au marché spéculatif des quotas ?

12. Tel qu'écrit, la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones ne concerne que « *tout projet prévu sur leurs territoires* » et « *en matière de développement de l'exploitation des ressources naturelles* » et non la gestion de ces ressources au quotidien, aussi prévue par la DNUDPA, telle la chasse et l'exploitation forestière.

13. Le projet ignore non seulement la revendication de l'embauche de 250 000 personnes dans les services publics et communautaires votée au CN de septembre mais ignore le plan de relance du parti pourtant publicisé à la une de son site web [qui en réclame environ 100 000](#). Il se contente de la platitude non compromettante de « *nous lancerons un programme massif d'embauches dans la fonction publique et parapublique.* » De nationalisation-démocratisation des CHSLD privés, il n'est nullement question. Les concrets engagements fiscaux de ce plan, même si insuffisants, passent aussi aux oubliettes.

La lutte indépendantiste est indispensable pour vaincre le mur du « cadre financier »

On peut d'ailleurs s'interroger si ce n'est pas l'implicite pression fiscale — la fameuse contrainte du « cadre financier » — qui pousse à liquider ou à édulcorer les engagements électoraux cette fois-ci par avance avant qu'elle surgisse en plein milieu de la campagne électorale comme une inattendue tornade. En plus des insuffisances explicitées plus haut, on note par exemple que la revendication traditionnelle de gratuité scolaire jusqu'à et y compris l'université devient pour l'université et les cégeps « *réduire les frais de scolarité postsecondaire dans un objectif de gratuité.* » En ce qui concerne la plaie des agences de placement dans le domaine de la santé pleinement révélée dans la pandémie, la revendication de 2018 « *[d]ans les services publics, cesser tout recours aux agences de placement ou autres ressources externes* » devient en 2022 la formule pirouette « *réduction au maximum* ». L'internationalisme « *[c]onsacrera au moins 0,7 % du produit national brut (PNB) aux actions et aux ONG de solidarité et de coopération internationale* » disparaît.

Comment faire sauter la contrainte de la pression fiscale autrement que par la mise en cause du carcan du libre-échange, plus particulièrement de la libre circulation des capitaux, lequel bien sûr ne s'applique pas aux grandes puissances dont le Canada et encore moins le Québec ne font partie ? Autrement pendra toujours au bout du nez la menace de la grève des investissements et de la fuite des capitaux. C'est ici que rentre en ligne de compte comme moyen terme la lutte indépendantiste comme libération nationale vis-à-vis le « Quebec bashing » conjuguée à l'émancipation sociale vis-à-vis l'axe financier-pétrolier Toronto-Calgary et ses sous-tapis québécois. Certes, l'indépendance nationale n'est pas un Deus ex machina pour ce faire, comme le prouve la soumission de maints états indépendants au capital financier, mais elle est le moyen terme québécois dans sa trajectoire historique pour y arriver soit en entraînant les autres soit en prolongeant un mouvement préexistant.

C'est dans cet esprit de mobilisation libératrice-émancipatrice que s'inscrivait la lutte indépendantiste d'il y a un demi-siècle. En fut le pinacle la grève générale de 1972 dont on commémorera le cinquantenaire durant l'année électorale 2022. Ce tsunami n'ayant pu briser l'axe « *Quebec basher* » Ottawa-Toronto, il s'est échoué sur le stagnant rivage électoraliste du PQ en 1976. Celui-ci après avoir tétanisé l'indépendance libératrice-émancipatrice par une alliance droite-gauche néolibérale s'enlisant dans la quadrature du cercle qu'est la souveraineté-association / beau risque / souveraineté-partenariat / conditions gagnantes l'a finalement corrompue par le nauséabond nationalisme identitaire de la Charte des valeurs.

Aujourd'hui, la CAQ ferme le cercle en réincarnant un néo-duplessisme à saveur de Grande noirceur. La conséquence tragique en est le rejet de l'indépendance par la majorité de la jeunesse tant celle globaliste au goût du jour que celle internationaliste dégoûtée du racisme et du sexisme (et qui malheureusement confond race et langue au lieu de connecter biodiversité et diversité linguistique). Ce qui mobilise la jeunesse n'est plus le combat d'antan pour la loi 101, malgré la précarité croissante du français surtout à Montréal, mais la lutte pour sa survie au sein d'un monde recivilisé en société écoféministe de prendre soin des gens et de la terre-mère.

L'indépendance résulte de l'adhésion ardente de la jeunesse pas d'un forcing constitutionnel

Seule une conséquente lutte écologiste pour le climat et la biodiversité, toutes nationalités et genres unifiés dans leur diversité, pourra regagner la jeunesse progressiste à l'indépendance. Ce serait politiquement improductif de la poser comme préalable par le forcing de l'Assemblée constituante soit perdante, dans le rapport de forces actuel, dans sa version « ouverte » au fédéralisme soit anti-démocratique dans sa version « fermée » à la seule indépendance nationale. Dans l'actuelle conjoncture démobilisatrice et de nationalisme identitaire dominant, la Constituante est de la bonne propagande mais de la mauvaise agitation peu propice comme axe de plateforme électorale... à moins que.

Quand cette jeunesse verra le fédéralisme financier-pétrolier comme le grand blocage de sa lutte contre GNL-Québec, et non pas le gouvernement nationaliste-autonomiste du Québec qui promeut le gaz naturel, elle reconsidérera la question de l'indépendance comme incontournable. Idem quand elle verra que c'est Ottawa qui favorise l'extractivisme, tant celui hydroélectrique et minier que celui des hydrocarbures, sur le dos en premier lieu des peuples autochtones, et non le gouvernement du Québec féru de *chars* électriques déployant l'étalement urbain et de REM anti-GES leur abandonnant la trame urbaine. Idem quand elle verra que le libre-échange de l'axe Banque du Canada / Bay Street empêche le financement du transport en commun gratuit et fréquent jusqu'au moindre village tout comme l'embauche immédiate de 250 000 personnes dans les services publics et le communautaire.

La fusion avec Option nationale (ON) avait un but purement électoraliste (se laver du péché de faux indépendantisme) pour conquérir l'électorat du PQ en se donnant une façade radicale d'indépendantisme *purzédur* qui en réalité servait d'alibi pour rejeter les éléments les plus radicaux du programme surtout en matière d'écologie (cible 2030 de 67%, rejet de l'écofiscalité...) reconfirmés peu auparavant au congrès de 2016 mais supprimés pour motif d'urgence au CN pré-électoral du printemps 2018. Cela dit, le facteur ON est aujourd'hui atténué... mais le rejet de la radicalité écologique maintenue... ce qui entraîne à sa suite la tiédeur indépendantiste car sa promotion ne saurait être électoralement rentable sans être étroitement associée avec des points saillants radicaux de la plateforme électorale dont la direction du parti ne veut pas. Il n'en tient qu'à Québec solidaire de reconstruire la liaison stratégique du XXI^e entre libération nationale — la lutte pour l'indépendance nationale — et émancipation sociale — la lutte pour la survie de la civilisation et peut-être de l'humanité. Aujourd'hui, la lutte indépendantiste doit se rendre indispensable à la lutte climatique.

Reprendre la bonne tactique de 2018 mais sans son vernis verticaliste de centre-gauche

La tactique des points saillants, mise au point lors de l'élection de 2018, a fait ses preuves. Elle est à reprendre quitte à corriger deux graves défaillances s'entretenant l'une l'autre. Il s'agit de mettre en relief quelques revendications concrètes, simples et démarquant Québec solidaire clairement des autres partis. C'est ce que faisaient les revendications de la demi-gratuité des frais dentaires, de celle du transport en commun et des CLSC ouverts 24/7. Le problème était que ces « axes » n'avaient pas été choisis démocratiquement mais par le comité électoral pétri d'électorisme donc récusant des revendications ouvrant des brèches vers une société alternative mais plutôt favorisant des enjolivements de centre-gauche atténuant le capitalisme néolibéral.

Cette fois-ci, il s'agit de reprendre la même tactique gagnante mais annonçant une transition vers une société de prendre soin des gens et de la terre-mère. Ce sont des engagements concrets et simples à comprendre tout en étant des brèches vers une société alternative pro-climat et pro-biodiversité. Ils sont conçus non pas pour être les têtes de chapitre de la plateforme électorale mais des appels à l'électorat potentiel Solidaire afin de voter pour le parti et de se mobiliser dans la lutte sociale. Il faut les comprendre comme les locomotives pleine vapeur entraînant les wagons de la plateforme sans toutefois heurter de plein fouet l'opinion publique manufacturée, comme le dit Noam Chomsky. Il s'agit de proposer des concrétudes audacieuses ouvrant clairement la voie à une alternative qui rompt avec le capitalisme vert en tenant compte de l'évolution du débat public réellement existant.

POUR UNE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE (GES) DES DEUX TIERS D'ICI 2030

1. Interdiction de toute exploration, production, transit et exportation d'hydrocarbures

Le Québec n'est une source d'aucun hydrocarbure brut. Ce n'est pas une malédiction mais une chance. Atteindre les objectifs du GIEC d'une hausse de température terrestre d'au maximum 1.5°C, nécessite selon le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AEI) « *[a]u-delà des projets déjà engagés en 2021, [qu']il n'y a[it] pas de nouveaux projets d'exploitation gazière et pétrolière dans notre plan de match.* » Le Québec n'est pas non plus une passoire pour le pétrole bitumineux et le gaz naturel de fracking du Canada. Ce type de gaz naturel n'est pas un substitut moins polluant surtout quand on prend en considération les émanations de méthane, généralement sous-évaluées, qui s'en dégagent. De plus, la construction de GNL-Québec comporte des infrastructures très dispendieuses qui pour être rentables devraient être amorties au-delà de 2050.

2. Un système de transport réduisant au minimum l'usage des véhicules routiers :

- **Autobus rapides et tramways partout (urbain et interurbain), tout le temps, électriques et gratuits d'ici 2030.**
- **Transport lourd des marchandises par chemin de fer nationalisé et électrifié (CN, CP...) et celui léger par des véhicules électrifiés**

- **Fabrication du matériel roulant au Québec.**
- **Non au troisième lien et à la construction du REM de l'Est.**

En plus élaboré, il s'agit de proposer un système de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrifié, en voie exclusive et sans autre REM, sur les actuels autoroutes, boulevards et grandes rues et routes jusqu'au moindre village, complété par des minibus automatiques dans les banlieues et un autopartage communautaire, à mettre en place d'ici 2030.

Pour réduire des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 les émanations de gaz à effet de serre produits au Québec, le mouvement écologiste zoome avant tout le secteur des transports qui compte pour 45% des émanations annuelles de GES, dont 36% pour le sous-secteur routier, sans compter les GES non comptabilisés du transport international aérien et maritime (et sans tenir compte, à ne pas oublier, des GES importés pour la consommation de masse). C'est d'autant plus la priorité que les émanations annuelles du secteur transport sont en hausse rapide ayant crû du tiers depuis 1990 pendant que celles du secteur industriel, au second rang, ont baissé du quart.

Le plan de relance de la CAQ est axé, pour le domaine du transport, sur l'extension-élargissement des autoroutes dont le troisième lien dans la région de Québec et un système de transport en commun basé sur le très dispendieux train aérien REM, dans le Grand Montréal, structuré en mode PPP. Le REM, aux dires mêmes de ses promoteurs de la Finance, réduit à peine les GES tout en imposant une tarification anti-sociale. En sus, il abandonne la trame urbaine aux autos solos privés à essence devenant de plus en plus électriques ce qui donne libre cours à l'énergivore et anti-agriculture / anti-forêt étalement urbain. S'ensuit, causée par l'électrification grassement subventionnée des véhicules privés, une multiplication déjà amorcée de mines à ciel ouvert de lithium, de graphite, de nickel et autres métaux et terres rares sur le dos des peuples autochtones et aux dépens de la nature.

En plus l'antagonisme ÉU-Chine désigne le Canada plus que jamais comme pourvoyeur et réserve stratégique extractiviste de son voisin du sud avec cette fois-ci le Québec jouant un plus grand rôle peut-être devenant le nouvel Alberta du nouvel extractivisme de l'hydroélectricité et des minerais stratégiques pour batteries et énergies renouvelables.

3. Embauche immédiat de 250 000 personnes dans les services publics et le travail communautaire. Nationalisation / démocratisation des CHSLD privés, RI et RPA

L'IRIS, le principal think-tank de gauche du Québec, invite à créer 250 000 emplois dans les secteurs public (et communautaire) car « *[u]ne politique d'embauche massive au Québec permettrait à la fois de mieux répondre à des besoins essentiels et de contribuer à une relance économique qui profite à tous et toutes. [...] Cette approche lui permettrait à la fois de mieux répondre à ses missions essentielles en amorçant une véritable transformation socio-économique.* » [...] *Si l'on additionne l'ensemble de ces besoins et possibles intégrations d'emplois au secteur public, on atteint un chiffre qui avoisine les 250000.* (Je souligne) *Nul besoin*

de chercher longtemps si l'on veut identifier des besoins actuellement non comblés et face auxquels l'État peut et devrait intervenir. (IRIS, 11/11/20)

Cette embauche mobilisera le mouvement des femmes par son écoféminisme car le prendre soin socialisé libère de l'esclavage domestique. Côté énergie, le prendre soin des gens requiert de l'énergie humaine et non fossile tout en créant des rapports sociaux loin du déshumanisant travail à la chaîne ou en isolation devant son écran ce qui induit la compensation consumériste de la consommation de masse et du divertissement.

Cette embauche massive mobilisera le mouvement syndical par son potentiel de plein emploi écologique ce qui atténuera la méfiance populaire envers l'immigration, en particulier celle des personnes réfugiées qui fuient plus que jamais catastrophes climatiques, guerres, misère et persécution. En leur montrant qu'elles sont l'épine dorsale de l'alternative de la relance, cette revendication mobilisera en particulier le demi-million de personnes syndiquées du secteur public laissées sans perspective autre que le retour de l'austérité.

Un tel engagement, en plus d'inviter à un appui de la population en général qui aspire profondément à une bonification des services publics, induit d'indispensables hausses salariales afin de recruter et retenir la main-d'œuvre. Pour recruter 10 000 préposées dans les CHSLD en 2020, il a bien fallu augmenter leurs salaires! C'est ainsi qu'on arrête la saignée vers le privé que souhaite le gouvernement en louant les dit anges gardiens tout en continuant à les appauvrir.

4. Construction annuelle de 10 000 logements sociaux écoénergétiques, et rénovation écoénergétique de tous les bâtiments actuellement climatisés à l'énergie fossile d'ici 2030, combinée à un obligatoire contrôle des loyers

L'exacerbation de la crise du logement dans tout le Québec, au-delà des revendications de contrôle des loyers et de la spéculation immobilière rappelle que le droit au logement devrait être plus important que le droit de propriété. Cela signifie revenir en force avec la revendication phare du FRAPRU pour la construction minimale de 10 000 logements sociaux écoénergétiques par année, soit 20% de la construction totale annuelle de logements. La lutte pour le logement en serait ainsi articulée avec celle climatique tout en diminuant la pression de la demande sur le marché du logement.

La rénovation écoénergétique de tous les bâtiments climatisés à l'énergie fossile permet des réductions évidentes et faciles d'émissions de GES tout en créant des emplois socialement et écologiquement utiles pour les gens de la construction au lieu de construire d'antisociaux et antiécologiques condos de luxe, maisons surdimensionnées, troisième lien et REM.

5. Respect de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) garantissant leur consentement préalable et éclairé pour tous les projets d'extraction des ressources naturelles sur leurs territoires historiques, dont la forêt et les mines, tout en favorisant un modèle coopératif pour l'exploitation des ressources

Contrairement à la CAQ qui récusé la DNUDPA, les Libéraux fédéraux (et le NPD de la Colombie britannique) la reconnaissent mais ne l'applique pas en particulier son article 32.2 qui donne un clair droit de veto aux nations autochtones eu égard à la disposition de leurs ressources naturelles sur leurs territoires historiques. L'application effective de la DNUDPA bloquerait le passage du gazoduc sur le territoire de la nation Wet'suwet'en en Colombie britannique comme il le ferait pour le gazoduc de GNL-Québec depuis que « *[I]es conseils des Premières Nations de Mashteuiatsh, au Lac-Saint-Jean, et d'Essipit et Pessamit, sur la Côte-Nord, ont fait connaître leur position* » (La Presse, Les Innus disent non au projet GNL Québec à Saguenay, 12/05/21).

Pendant un mois, l'automne dernier (2020), les Anishinabe ont bloqué les routes forestières de la Réserve faunique La Vérendrye pour interdire la chasse à l'orignal. Aucun parti de l'Assemblée nationale n'a appuyé leur demande de moratoire pourtant conforme à la DNUDPA. Une coalition atikamekw / innu / non-autochtone ayant la sympathie du vice-chef du conseil de bande de Manawan a fait un blocage routier contre les coupes à blanc et le projet de mine de graphite en Matawinie. « *Le groupe demande un moratoire de cinq ans sur les coupes forestières [... et dénonce] la création d'une mine de graphite qui a reçu l'aval du gouvernement du Québec au début du mois de février.* » (Radio-Canada, Des militants autochtones bloquent une route pour s'opposer à un projet minier, 2/03/21)

Les peuples autochtones, en autant qu'ils ont l'appui ferme, non-équivoque et mobilisé de significatives forces politiques et sociales non-autochtones leur permettant de ne pas être socialement écrasés par leur dépendance économique et politique vis-à-vis les gouvernements coloniaux, ce qui les oblige à des choix déchirants entre leurs intérêts à court et ceux à long terme et qui souvent corrompent leurs élites affairistes et politiques, sont les meilleurs gardiens et protecteurs de nos forêts et grands espaces non encore saccagés par la dite civilisation occidentale. Les peuples autochtones sont au cœur de la lutte contre le nouvel extractivisme de l'électrification de l'accumulation du capital et de la consommation de masse tout comme de l'ancien assis sur les hydrocarbures. Cette lutte conjointe ouvre la porte à une utilisation écologique de ces ressources par des coopératives libérées de la mainmise capitaliste.

6. Imposition de 100% des surprofits et revenus extra dus à la pandémie et une réforme fiscale imposant le patrimoine, le capital, les profits et les revenus élevés au niveau de l'effort fiscal pré-néolibéral des années 1970

Le plan de relance postpandémique de gauche rejette le retour à la dite normale néolibérale afin d'arrêter la dynamique exponentielle de la terre-étuve. Il veut lui substituer une économie de prendre soin (care) des gens, complément du prendre soin de la terre-mère. Ainsi convergeraient plein emploi écologique, écoféminisme et vision autochtone. Cette transition d'un paradigme d'une économie dont le but est le profit à une économie basée sur la satisfaction des besoins populaires non biaisés par la concurrence de tous contre toutes, la domination et le lavage de cerveau du marketing-publicité exige un virage drastique de l'usage de l'épargne nationale. On peut même penser que la socialisation de toute la Finance serait nécessaire.

Immédiatement par simple décence morale mais aussi pour s'insurger contre l'édification de super-monopoles mondiaux à la GAFAM et Walmart, mais aussi bien d'autres méconnus, capables de faire chanter maints États dont le Canada et qui se sont enrichis grâce aux malheurs pandémiques, l'imposition de 100% de leurs surprofits pandémiques va de soi. C'est l'équivalent d'imposer les profits de guerre. Mais pourquoi se contenter d'un expédient temporaire alors qu'il faut changer le monde. Il faudrait au moins dans un premier temps revenir à la structure d'imposition pré néolibérale gagnée par les luttes sociales des « trente glorieuses » 1945-1975. Il s'agit moins de financer de très dispendieux investissements sociaux car ceux-ci sont moins chers qu'il n'y paraît que d'empêcher le capital de lester le peuple travailleur d'un endettement farmineux pour rentabiliser des investissements anti-sociaux tels troisième lien, REM et électrification des autos solos privés sans compter la technologie apprenti-sorcier de la captation et de la séquestration des GES émanant des centrales thermiques.

Marc Bonhomme, 19 juillet 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca